

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLAC.

CCP 1248.74-N PARIS

43 TER, RUE DE LA GLACIERE - 75013 PARIS - FRANCE - TEL. (1) 43.36.93.1

FAX (1) 43.31.19.83

TÉL. (1) 43.36.93.13

FAX (1) 43.31.19.83

Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1580 - 4 avril 1991 - 4,5 F

D 1580 GUATEMALA: ÉLECTION DU PRÉSIDENT SERRANO

Elu au deuxième tour des élections présidentielles du 6 janvier 1991, Jorge Serrano Elías était investi le 14 du même mois, succédant ainsi au démocrate-chrétien Vinicio Cerezo (cf. DIAL D 1078). Issu du très modeste parti "Mouvement d'action solidaire" (MAS), le nouveau président guatémaltèque ne dispose que de 8 représentants sur les 116 membres du Congrès du Guatemala. Son gouvernement ne peut donc être que de coalition. Il est connu pour être membre d'un groupe religieux évangélique - l'Eglise Helim - dont il était l'un des membres directeurs, poste dont il a démissionné pour se présenter aux élections. Mais c'est surtout comme membre de la Commission nationale de réconciliation, chargée d'ouvrir le dialogue entre la société guatémaltèque et la guérilla (cf. DIAL D 1368), qu'il s'est fait sa réputation d'homme politique au titre de délégué des partis d'opposition. Cosignataire des différents accords avec la guérilla (cf. DIAL D 1526), il a activement travaillé à la rencontre entre celle-ci et le patronat (cf. DIAL D 1537).

L'article ci-dessous, tiré de la revue *Pensamiento Proprio* de janvier/février 1991, analyse les conditions politiques et économiques du nouveau gouvernement.

Note DIAL

AU NOM DE DIEU

par Raúl Marín

L'abstention a de nouveau été la gagnante du second tour des élections à la présidence de la République, à tel point que Jorge Serrano Elías est devenu président avec 20% seulement de la population ayant droit de vote. En tout cas, le président guatémaltèque complète le panorama de la nouvelle droite centro-américaine.

La presse internationale a présenté une image défigurée du nouveau président guatémaltèque dont il ne ressort que deux traits de Serrano Elías. D'une part son appartenance religieuse aux sectes évangéliques, lesquelles touchent déjà quelque 30% de la population guatémaltèque; d'autre part sa participation en 1982, comme président du Conseil d'Etat, au gouvernement du général Rios Montt. Deux données insuffisantes pour caractériser le profil du nouveau gouvernant.

Une politique internationale

Il n'est pas non plus exact d'attribuer le triomphe du leader évangélique à la discipline de vote des évangéliques. Les derniers sondages d'opinion effectués avant le scrutin montrent que la tendance du vote chez les catholiques était majoritairement en faveur de Serrano Elías. Dans un pays démoralisé par la corruption, la misère et le trafic de drogue, l'image d'honnêteté et le discours moraliste du leader évangélique ont eu plus de poids que son fanatisme religieux.

Même si Serrano Elías n'a obtenu que la troisième place aux élections présidentielles de 1985, avec 13% des suffrages exprimés, sa carrière politique a vite acquis une dimension internationale. Des campagnes du Parti de l'action nationaliste au Mexique à celles de la Croisade civique panaméenne contre Noriega, en passant par l'inves-

D 1580-1/4

titure du Salvadorien Alfredo Cristiani, Serrano Elías a depuis trois ans suivi les traces de la droite centro-américaine. La plateforme politique utilisée par Serrano dans ses voyages a été celle de l'Union démocrate internationale à laquelle il appartient ou celle de l'Internationale conservatrice dirigée par la Britannique Margaret Thatcher et du Parti républicain des Etats-Unis. Mais le nouveau président ne s'est pas contenté de voyager, il s'est mis à appliquer dans son pays les leçons apprises dans la région.

La deuxième marche qui a permis à Serrano Elías de faire monter son image politique a été son rôle actif dans la Commission nationale de réconciliation (CNR) qui, depuis 1982, cherche à faire avancer le dialogue avec la guérilla. En concurrence ouverte avec le président de la CNR, Mgr Rodolfo Quezada, Serrano Elías a été l'homme politique qui s'est le plus résolument montré favorable au dialogue. Même si, en mars dernier, à la veille de la réunion d'Oslo, il s'était réuni avec l'armée pour décider des limites dans lesquelles devaient se cantonner les conversations avec la guérilla.

L'élan final pour l'accès de Serrano Elías à la présidence a été donné par une campagne agressive, financée par l'Union démocrate internationale à travers la société Técnicas Empresariales, dont le propriétaire est le président hondurien Rafael Callejas, lui aussi membre de l'Union démocrate internationale.

Accords, influences et transitions

"Ce sera un gouvernement faible", tel a été le premier commentaire d'un groupe de diplomates européens qui suivaient attentivement le résultat des élections. Effectivement, le parti du président, le Mouvement d'action solidaire, ne disposera que de huit députés sur les cent seize que compte le Congrès du Guatemala. Cela veut dire que le gouvernement devra obtenir le concours d'autres voix politiques s'il ne veut pas voir ses initiatives bloquées au Congrès. Dans le contexte de corruption qui est celui de cette institution, où tout groupe de pression peut finir par acheter le vote des députés, cela ne fera que discréditer davantage le système politique.

Malgré que Jorge Serrano ait déclaré qu'il se sentirait particulièrement satisfait d'expédier en prison tout député ou ministre corrompu, il a commencé son gouvernement par des accords, sous la table, avec l'équipe sortante. Le "pacte de transition" entre Jorge Serrano et la Démocratie chrétienne a garanti que les fonctionnaires sortants mettraient les livres sur la table sans rien cacher de façon à faciliter l'installation du nouveau gouvernement. En contrepartie, celui-ci doit renoncer à dénoncer tout scandale dont il hériterait. Ce pacte s'est confirmé à la veille de la passation des pouvoirs quand la dirigeante démocrate-chrétienne Catalina Soberanis a été élue présidente du Congrès bien que son parti n'y compte que vingt-huit députés.

Un cocktail explosif

Bien que n'ayant pas eu de programme cohérent lors de sa campagne électorale, Serrano Elías a déjà élaboré une stratégie de gouvernement plus ou moins précise. Cela a d'abord été la formation d'un cabinet ministériel "d'union nationale" qui, selon ses propres paroles, sera "un cocktail de gens démocrates". Pour certains observateurs, cette coalition ne fait que refléter la faiblesse du parti au pouvoir, incapable de faire par lui-même le plein des ministres. Pour d'autres, c'est un mélange explosif en raison des incompatibilités entre ses membres.

C'est ainsi que les ministères des finances et de l'économie sont allés à Raquel Zelaya et Richard Altkenhead, deux économistes défendant "l'économie sociale de marché" et partisans de ce que les coûts de la stabilisation économique du pays soient répartis entre tous les Guatémaltèques, et que les réformes en vue d'un ajustement structurel doivent avoir pour objectif de limiter les privilèges des monopoles.

En même temps, le président de la Banque centrale, Federico Linares, est le disciple guatémaltèque de l'économiste néo-libéral Arnold Harberger, le tenant le plus éminent de l'école de Chicago qui a travaillé dans les années 70 avec Augusto Pinochet au

Chili. Depuis un an et demi Harberger, qui a élaboré les plans de stabilisation et d'ajustement structurel du Honduras et d'El Salvador, a été contracté par la droite du patronat guatémaltèque pour faire de même au Guatemala, ce qui inclut des dévaluations de 300%, des coupes draconiennes dans les dépenses publiques et la privatisation des entreprises d'Etat. Dès que Federico Linares arrivera à la Banque centrale avec les conseils de Harberger sous le bras, le ministre de l'économie, comme il l'a déjà annoncé, se refusera d'appliquer des politiques de choc dans l'économie. Les milieux patronaux ont interprété cela comme un signe de faiblesse.

Le cocktail se termine avec la présence de Mario Solórzano, secrétaire général du Parti socialiste démocratique, au portefeuille du travail. Solórzano avait été bruyamment battu aux présidentielles de 1985, il a obtenu aux dernières élections une charge au Congrès en faisant alliance avec le secteur le plus à droite de la Démocratie chrétienne. Serrano Elías a déjà demandé aux forces économiques, sociales et patronales "un délai de huit à dix mois durant lequel je lancerai une politique de changements structurels". Mais ce que les syndicats exigent et ce que Mario Solórzano réclamait dans sa campagne électorale, ce n'est pas "un délai" mais un pacte social répartissant équitablement le poids de la crise.

En tout cas, les incohérences relevées au niveau ministériel ne sont rien en comparaison de la crainte qu'en un moment de crise, le président consulte ses frères en religion au lieu d'écouter les conseils de ses ministres. La présence notoire à son investiture d'une représentation internationale de la secte "Hommes d'affaires du plein Evangile" n'est pas passée inaperçue chez ceux qui nourrissent cette crainte.

Le drapeau de la paix

Jorge Serrano a rempli ses discours électoraux du nom de la paix et ses propositions à la guérilla sont déjà très élaborées. Il mettra en oeuvre une réforme constitutionnelle dans laquelle pourront être redéfinis - selon ses déclarations aux correspondants de la presse internationale avant les résultats du premier tour - des concepts comme le caractère plurinational du pays, la fonction sociale de la propriété privée et l'exercice des libertés civiques dans l'ensemble du pays. Mais il a également été très clair quand il a affirmé qu'une fois ce processus enclenché, la guérilla n'aurait plus aucune justification à poursuivre le combat. Pour que l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) reçoive l'impact de cet avertissement, le nouveau président insiste à l'occasion sur le fait que l'activité de la guérilla est également synonyme de constante violation des droits de l'homme dans le pays.

En attendant la mise en oeuvre des réformes constitutionnelles, Serrano a déclaré qu'il n'exigera pas de la guérilla qu'elle dépose les armes, tout comme il n'acceptera pas des mesures intermédiaires du type cessez-le-feu ou trêves temporaires, car ce serait reconnaître la guérilla comme force belligérante. C'est précisément en ce domaine que le plan de paix de Serrano pourrait se bloquer, car la guérilla ne semble pas pour le moment disposée à entrer sur la scène politique par la porte de derrière.

"Les seuls mouvements qui ont triomphé en Amérique latine, depuis l'indépendance ou la réforme libérale, ont été les projets sur la base de la conjonction des civils et des militaires. C'est pourquoi je suis partisan d'une concertation avec l'armée plutôt que d'une confrontation", affirme Jorge Serrano en parlant de l'armée. Il reconnaît que *"nous devons renforcer le pouvoir civil pour mener à bien et progressivement les actions que mènent les militaires en dehors des attributions que leur reconnaît la Constitution"*. Pourtant, déjà triomphant, le nouveau président a lancé toute une série d'affirmations provocantes en assurant que l'ensemble des forces armées serait désormais sous ses ordres.

Ce n'était là qu'une simple démonstration de force non pas tant en direction de l'armée qu'à destination de l'ambassade des Etats-Unis, car celle-ci avait déjà fait parvenir ses orientations sur les affectations au niveau du commandement militaire. C'est ainsi que le général Roberto Matta, qui avait été promu dix jours plus tôt général de division comme requis pour le poste du ministère de la défense, a été refusé

par l'ambassade nord-américaine et muté au cadre de réserve. De tels mouvements, qui compliquent le tableau d'avancement arrêté pour la hiérarchie militaire après le coup d'Etat contre Rios Montt en 1983, constituent un élément de déstabilisation à l'intérieur des forces armées qui voient avec crainte, depuis un certain temps, les pressions des Etats-Unis pour faire de l'armée un simple corps de police antidrogue.

Le nouveau ministre de la défense, le général Enrique Mendoza, est un fidèle disciple de la ligne adoptée par l'ambassade des Etats-Unis mais il manque d'affirmation politique. L'un des premiers défis à relever, pour le nouveau président après son installation à la présidence, sera de démontrer qu'il est capable de gouverner, étant donné que le gouvernement a traditionnellement été aux mains des militaires.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

D 1580-4/4